Le paupérisme : histoire, éthique et analyse économique

Philippe ADAIR

GRATICE

Faculté de Sciences Economiques & Gestion
 Université Paris XII Val de Marne
 adair@univ-paris12.fr

Résumé :

La pauvreté est principalement appréhendée ici sous l'angle économique de l'insuffisance du revenu.

Les inflexions du paradigme du paupérisme – solidarité, réglementation, régulation et assurance – sont esquissées à travers l'exemple britannique. Les fondements éthiques et économiques de l'analyse contemporaine de la redistribution des revenus en faveur des populations paupérisées sont examinés à travers les contributions de l'utilitarisme d'Harsanyi, du contractualisme de Rawls et de la synthèse proposée par Sen.

L'annexe présente les indicateurs de mesure des inégalités et de la pauvreté.

La question du paupérisme recouvre diverses notions connexes - inégalités, déprivation... - qui attestent du caractère pluridimensionnel du phénomène de la pauvreté. La pauvreté est principalement appréhendée ici sous l'angle économique de l'insuffisance du revenu.

La section 1 met en perspective le paradigme du paupérisme et retrace les inflexions qu'il a subies jusqu'au XX^{ème} siècle. L'exemple britannique est privilégié car l'Angleterre est la première nation à engager une double révolution, politique par l'instauration d'une démocratie en 1688 puis industrielle, et consacre l'économie politique classique comme science de la société.

La section 2 est consacrée aux fondements éthiques et économiques de l'analyse contemporaine de la redistribution des revenus en faveur des populations paupérisées à travers les contributions d'Harsanyi, de Rawls et de Sen.

Les critères d'identification et de mesure de la pauvreté font l'objet d'une annexe.

1/ Le paupérisme en perspective : l'exemple britannique

Depuis l'instauration progressive de l'économie marchande au XII^{ème} siècle, le paupérisme en Occident peut être caractérisé par quatre modes de régulation qui se sont succédés, non sans chevauchements, jusqu'au XX^{ème} siècle : la charité, la réglementation, la régulation par le marché du travail et la redistribution par l'Etat-providence. Cette succession marque la tension entre deux principes qui ont nourri tant la philosophie politique que la discipline économique : le principe de labeur (à chacun selon son travail) et le principe de satisfaction (à chacun selon ses besoins)

Le premier mode de régulation se fonde essentiellement sur la charité ecclésiastique et prévaut jusqu'au XVI^{ème} siècle; il procède du paradigme de la compassion à l'égard des pauvres, voire de la valorisation de l'état de pauvreté conformément à la parabole biblique qui énonce que "les derniers seront les premiers".

Le second mode de régulation relève de la législation civile du paupérisme, illustrée par les *Poor Laws* britanniques qui réglementent le statut du travail et l'assistance aux pauvres. Le système paternaliste de Speenhamland marque le point d'orgue de la législation civile.

Le troisième mode de régulation est celui du marché du travail. Le paradigme du travail recommande la mise au travail des pauvres. Il est défendu tant par les économistes classiques que par un nombre de pamphlétaires libéraux qui s'opposent au système de Speenhamland et prônent l'abolition des *Poor Laws*.

Le quatrième mode de régulation, la redistribution par l'Etat-providence dont l'instauration progressive se manifeste à la fin du XIX^{ème} siècle, relève d'une logique de l'assurance; la couverture des risques prime sur la solidarité.

1-1/ La charité ecclésiastique

Du XII^{ème} au XVI^{ème} siècle, l'assistance aux pauvres recouvre trois formes. L'assistance par les métiers qui concerne les corporations d'artisans et la charité privée qui est exercée par des propriétaires fonciers sous forme de legs à leurs tenanciers sont spécifiques. L'assistance est essentiellement du ressort de l'Eglise; depuis le IX^{ème} siècle le quart de la dîme, l'aumône, devait être redistribué aux pauvres; cependant, la baisse du rendement de cet impôt conjuguée à son détournement engendrent ultérieurement une réduction des secours destinés aux pauvres.

C'est à partir du XIII^{ème} siècle qu'un vaste mouvement en faveur de la pauvreté se développe à l'initiative des ordres mendiants qui se créent à cette époque. Les "frères mineurs" franciscains et les "frères pécheurs" dominicains essaient monastères et hôpitaux dans toute l'Europe. Les hôpitaux tiennent lieu d'hospices; les monastères franciscains et bénédictins redistribuent une partie de leurs revenus et de leurs ressources aux pauvres de leurs paroisses ainsi qu'aux étrangers. Au XV^{ème} siècle, une fraction de l'intérêt des prêts pratiqués notamment par les franciscains est destinée à secourir les pauvres.

La multiplication des mendiants professionnels qu'induit le versement inconditionnel de l'aumône marque l'échec d'une "charité sans discernement" [Ashley, 1888]. Celle-ci s'avère donc incapable d'enrayer l'essor que connaît le paupérisme aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles, dû à l'éviction des métayers, à la disette et au chômage des artisans drapiers.

1-2/ La législation civile : les *Poor Laws* et Speenhamland

Sous l'influence de la Réforme - Luther se prononce pour l'interdiction de la mendicité -, la question du paupérisme relève principalement de l'autorité civile dont les prérogatives se renforcent du XVI^{ème} au XIX^{ème} siècles.

Prolongeant les statuts de la main d'oeuvre édictés en 1349 et 1360, la législation d'Henry VIII (*Acts* de 1531 et 1536) proscribit le versement de l'aumône aux vagabonds et fait obligation aux travailleurs d'être embauchés dans leur bassin d'emploi local, la recherche d'un emploi hors de la localité étant prohibée. Ces *Acts* établissent la première classification des pauvres laquelle distingue les indigents valides, qui ont l'obligation de travailler, des impotents dont la prise en charge relève notamment des autorités ecclésiastiques. Ils instituent par ailleurs la création de caisses de secours paroissiales [Ashley, 1888].

Les *Poor Laws* édictés par Elizabeth I (1572 et surtout 1601) parachèvent la législation sur le paupérisme en instaurant la levée d'un impôt local, assis sur la propriété foncière, visant à financer le secours aux chômeurs.

L'*Act of Settlement* de 1662 réitère l'interdiction de mobilité de la main d'œuvre afin d'éviter l'afflux de chômeurs dans les paroisses riches. Ce "servage paroissial" selon la formule de Polanyi [1944] sera perpétué jusqu'à la révolution industrielle.

A la désagrégation des communautés rurales induite par l'avènement de la révolution industrielle répond une ultime tentative de préservation de l'équilibre social, illustrée par le système "paternaliste" de Speenhamland [Polanyi, 1944].

En 1795, les édiles du comté rural de Speenhamland décident d'accorder le versement d'un revenu minimum, établi selon un barème indexé sur le prix du pain, qui est financé par l'impôt sur la propriété foncière institué par la législation élizabéthaine. Selon les *Poor Laws* jusqu'alors en vigueur seuls les chômeurs pouvaient bénéficier d'un secours. L'innovation introduite par Speenhamland consiste à fournir également un complément de salaire, une allocation différentielle, aux salariés disposant déjà d'un emploi, dès lors que la rémunération de leur activité s'avère inférieure s'avère inférieure au revenu minimum relatif au barème établi. Le système de Speenhamland, d'abord adopté par les comtés ruraux, fut ensuite étendu à plusieurs districts industriels (sans que son extension fut généralisée [Mokyr, 1985]) avant de disparaître avec la modification des *Poor Laws* en 1834. Le *Poor Amendment Bill* supprime l'allocation d'un salaire minimum et oblige les indigents à travailler dans un asile (*workhouse*) [Polanyi, 1944].

Selon Polanyi [1944], le paternalisme de Speenhamland représente une tentative désespérée d'empêcher l'émergence d'un marché du travail "libre". Outre le caractère stigmatisant de l'assistance qu'il fournit, Speenhamland incarne deux effets pervers symétriques: d'une part, il engendre une faible productivité du travail de la part des salariés employés; d'autre part, il conduit les employeurs à fixer les salaires au plus bas, c'est à dire au niveau du barème institué.

1-3/ L'économie politique classique et le travail des pauvres

Dès la fin du XVIII^{ème} siècle, la contradiction s'établit désormais entre l'assistance aux pauvres et leur mise au travail. Les libéraux, et notamment des économistes, rejettent Speenhamland et se prononcent pour l'abrogation des *Poor Laws*, à l'exception notable d'Adam Smith [Sen, 1993, p 27]. Burke (1795) considère la pauvreté menace la sécurité publique. Inspiré par Townsend (1785) qui invoque la rareté des subsistances et énonce le principe de sélection naturelle, Malthus [1798] s'élève contre les "lois sur les pauvres" proposées par le Premier Ministre Pitt au Parlement. Il stigmatise l'oisiveté des pauvres et fonde la loi de la population sur la doctrine du *wage fund* fixant le salaire au minimum de subsistance, qu'il interprète comme une donnée naturelle intangible. La doctrine du *wage fund*, pierre angulaire de l'économie politique classique, perdure jusqu'au dernier quart du XIX^{ème} siècle et sera défendue par Stuart Mill (jusqu'en 1869) et par Cairnes [Ekelund & Hebert, 1983, chap. 8].

Les économistes classiques partagent la conviction de Malthus que l'assistance induit la paresse des travailleurs ("la préférence pour le loisir"). Il convient alors de relever la productivité et d'assurer l'autosuffisance des travailleurs en substituant à la réglementation la régulation par le marché du travail.

Encadré/ La loi de la population de Malthus

Malthus [1798] énonce tout d'abord deux postulats: la nourriture est indispensable à l'existence de l'homme; "la passion réciproque entre les sexes" est une nécessité et restera à peu près constante.

Malthus formule ensuite la loi de la population en vertu de laquelle celle-ci croît selon une progression géométrique, tandis que le niveau des subsistances augmente selon une progression arithmétique en vertu de la fertilité décroissante des terres (rendements décroissants de l'agriculture).

Il résulte donc, au regard du premier postulat, que la difficulté à assurer la subsistance de tous les travailleurs constitue un frein actif à l'accroissement de la population. La famine qui pèse sur la mortalité assure, a posteriori, une régulation démographique. Deux autres facteurs de mortalité, accidentels, comptent également parmi les freins actifs: les épidémies et les guerres.

Par ailleurs, "le spectre de la misère" représente un frein préventif qui affecte la natalité. Dans ces conditions, l'anticipation des difficultés à nourrir une famille est supposée inciter le travailleur à ajourner (définitivement ?) la fondation d'une famille. Cette régulation démographique a priori repose sur l'hypothèse implicite d'une aversion à l'égard du risque.

La loi de la population soulève trois critiques. Selon que l'on considère les freins actifs ou les freins préventifs, la population est à la fois dépendante et indépendante des ressources alimentaires; la régulation démographique devient alors indéterminée [Le Bras, Lux, 1984]. L'absence d'observations empiriques met en cause l'existence des deux progressions qui gouvernent respectivement l'essor de la population et l'essor des subsistances [Godwin, 1820]. L'hypothèse cruciale des rendements décroissants, interprétée par Malthus comme la résultante d'une contrainte naturelle, s'est avérée fautive; même selon l'interprétation économique d'un coût de production croissant, cette hypothèse est discutable: les rendements peuvent être non proportionnels (croissants puis décroissants). La détermination du niveau optimal de population - l'équilibre hommes/ressources - n'est plus unique, cet équilibre est instable [Samuelson, 1947]; il en va de même en ce qui concerne le marché du travail.

Malthus [1803] met l'accent sur le rôle des "freins préventifs" dont la fonction est de réguler la natalité [Semmel, 1963]. Il plaide pour la continence, "la contrainte morale", dont l'exercice se traduit par le prolongement du célibat. Il s'agit ainsi de retarder voire d'ajourner purement et simplement le mariage, cadre dans lequel la procréation peut légitimement intervenir, et de prohiber corollairement les relations sexuelles hors mariage dans la mesure où elles induisent une procréation accrue. C'est donc l'exact contre-pied de l'utopie libérale de Godwin [1793], lequel prône l'abolition du mariage.

La défense de l'institution du mariage découle logiquement chez Malthus du postulat d'invariance de la passion amoureuse et des effets natalistes qu'elle est supposée engendrer. Norme sociale, le mariage est un instrument de rationalisation des comportements de fécondité, dès lors que l'arbitrage entre mariage et célibat dépend seulement de la capacité de chacun à nourrir ses futurs enfants, c'est à dire d'opérer un choix rationnel sur la base d'anticipations subjectives. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que le niveau de population devienne indéterminé.

La critique essentielle vise l'assimilation de la sexualité à la procréation que réalise Malthus et qui l'amène à occulter la solution alternative, notamment défendue par Condorcet: la contraception qui permet d'affranchir "la passion amoureuse" de ses effets natalistes.

C'est précisément cette solution qui sera ultérieurement avancée par le néo-malthusianisme. La voie est ainsi ouverte à une rationalisation des comportements qui fait place à l'aversion pour le risque mais qui échappe au dilemme célibat/mariage.

L'éthique de la responsabilité devait seule guider la conduite individuelle et ne pouvait donc tolérer que "la passion amoureuse" puisse être un acte gratuit. Ainsi le rejet de l'exaltation du loisir [Godwin, 1793] procède chez Malthus de l'adoption du paradigme commun à l'économie politique classique qui remonte à Locke [1690] : l'organisation sociale est fondée avant tout sur le "principe de labeur" ("à chacun selon son travail") [Adair, 1991].

Cependant, il n'en résulte pas que le laissez-faire permet à lui seul de régler la question du paupérisme. La suppression exigée des *Poor Laws* s'accompagne de propositions de réformes radicales visant à assurer et organiser l'emploi ainsi que l'éducation des travailleurs.

Ces réformes sont notamment défendues par les utilitaristes, Bentham et ses disciples (Stuart Mill, Martineau, Chadwick), et vont innover le XIX^{ème} siècle. Bentham formule des propositions sur le paupérisme en 1797 qui couvrent les domaines du travail, de l'éducation et de la santé qui inspirent Chadwick [Inglis, 1972].

Chadwick élabore la réglementation du travail des enfants dans les manufactures de textile (le troisième *Factory Act*), défend le principe du financement gouvernemental de l'instruction publique et milite pour l'instauration d'un système de santé publique.

Stuart Mill se méfie de la charité privée qui ignore les externalités négatives qu'engendre la pauvreté (crime, mendicité...). Il défend le principe d'allocation d'un revenu minimum pour les pauvres et soutient les propositions de Chadwick [Ekklund & Hebert, 1983, chap. 8].

1-4/ L'Etat-providence et l'économie du bien-être

A l'issue de la révolution industrielle, l'essor des syndicats et du mouvement socialiste va conduire l'Etat à mettre en œuvre une politique sociale dont l'enjeu est avant tout l'assurance contre les aléas professionnels (accidents, chômage, salaire minimum) et personnels (maladie). Cette mise en œuvre s'accompagne de l'institution d'une fiscalité sur le revenu et l'offre de biens publics.

Les premiers dispositifs publics d'assurances sociales apparaissent dès la fin du XIX^{ème} siècle, notamment dans l'Allemagne de Bismarck. La genèse de l'Etat providence britannique, inspiré par Beveridge, remonte à la première décennie du XX^{ème} siècle : législation sur les accidents du travail (1906), sur le salaire minimum (1909), sur l'assurance maladie et sur l'assurance chômage (1911). Le seuil de pauvreté est élaboré en 1903 par Booth. L'abolition définitive des *Poor Laws* interviendra en 1946 lorsque le système moderne de protection sociale dispose d'une architecture complète et peut ainsi prétendre à la légitimité comme à l'efficacité [Chassaigne, 2000].

Parallèlement, la combinaison de l'éthique utilitarienne (Sidgwick) et de la révolution marginaliste (Jevons, Edgeworth) ainsi que l'élaboration des outils statistiques (Dalton) conduit la réflexion économique à aborder le domaine de la répartition sous un angle nouveau : l'analyse du bien-être [Pigou, 1920].

2/ Inégalités et pauvreté : éthique et économie de la redistribution

Il convient de s'interroger aujourd'hui sinon sur la légitimité du moins sur l'efficacité de l'Etat providence au regard du paupérisme. Il s'agit d'analyser quelle(s) configuration(s) des inégalités s'avère(nt) compatible(s) avec la réduction de la pauvreté. Quels sont, d'une part, les

critères éthiques relatifs à la justice distributive? Quels sont, d'autre part, les critères économiques positifs pertinents à cet égard? Ce questionnement conduit à examiner la réflexion la réflexion éthique en confrontant les contributions contemporaines majeures de l'utilitarisme d'Harsanyi, du contractualisme de Rawls et du dépassement que propose Sen.

2-1/ Risque et morale optimale : l'utilitarisme de la règle d'Harsanyi

Harsanyi [1955] introduit le critère du risque (de la probabilité d'occurrence) dans la fonction de préférence des agents. Ceux-ci peuvent ainsi classer les états sociaux désirés considérés comme des loteries, selon leur degré d'aversion à l'égard du risque et maximiser leur bien-être individuel (l'utilité espérée), sans procéder à une comparaison interpersonnelle de leurs préférences. Le bien-être social est donc une combinaison linéaire des bien-être individuels.

Harsanyi récuse l'utilitarisme de l'acte (UA), car celui-ci définit une décision moralement correcte en se fondant sur la maximisation d'une utilité sociale quelconque. Il se prononce en faveur de l'utilitarisme de la règle (UR), car celui-ci définit préalablement les règles (le code moral optimal) de telle sorte qu'une décision moralement correcte se fonde sur la maximisation de l'utilité sociale d'une société régie par le code moral.

Il fait valoir la supériorité de UR sur UA en vertu de trois arguments : les règles assurent la compatibilité des actions humaines (effet de coordination) ; les règles assurent une stabilité et permettent aux agents d'anticiper correctement en comptant sur la réciprocité d'autrui (effet d'anticipation) ; enfin, les règles favorisent les initiatives grâce aux effets de coordination et d'anticipation (effet d'incitation).

Le postulat retenu est que tout individu a une même probabilité d'occuper chacune des positions disponibles dans la société future. Ceci implique que l'individu ne dispose pas d'information sur son propre devenir et que même s'il en disposait il devrait respecter une préférence morale pour l'impartialité et l'universalité.

Dans une société composé de n individus $\{1, 2, \dots, i, \dots, n\}$ auxquels sont associés des niveaux d'utilité $\{U_1, U_2, \dots, U_j, \dots, U_n\}$, il s'agit pour l'individu i de choisir le système social qui maximisera son utilité espérée¹ telle que pour $j = \{1, \dots, n\}$: $W_i = 1/n \sum U_j$

Le critère de l'utilité espérée fait l'objet d'un consensus unanime de tous les individus. Encore faut-il que chaque individu puisse procéder à des comparaisons interpersonnelles d'utilité en se mettant à la place d'un autre individu et en adoptant les préférences de cet autre (empathie)². Cette procédure parfaite repose sur le postulat de similitude : par delà leurs différences (goûts, éducation ...), les préférences et les fonctions d'utilité des individus relèvent des mêmes lois psychologiques.

2-2/ "Principe de différence" et justes inégalités : la théorie de la justice de Rawls

Rawls [1971, 1993] propose une argumentation solide en faveur de la légitimité de la justice distributive. Il s'agit du "principe de différence" qui stipule de donner l'avantage aux plus défavorisés dans des conditions de justes inégalités.

¹ Moyenne arithmétique des niveaux d'utilité moyenne qui représente une mesure cardinale.

² Autrement dit, il ne s'agit pas simplement de procéder à des comparaisons intrapersonnelles où l'individu se met à la place d'un autre en conservant ses propres préférences.

Ce principe ressortit tant à une logique d'assurance - l'aversion à l'égard du risque - qu'à une logique de solidarité qui se fonde sur la nécessaire coopération des sociétaires. La maximisation de l'avantage aux plus défavorisés concerne "les biens sociaux premiers" lesquels incluent notamment le revenu et la richesse ainsi que la santé et l'emploi.

Rawls considère que le "principe de différence" est compatible avec l'efficacité économique, c'est à dire un optimum de second rang étendu à la production et non simplement réduit à l'échange de biens et de services. Les justes inégalités relèvent de la diversité des compétences individuelles dont la résultante doit être à l'avantage de tous les sociétaires. Il s'agit donc de déterminer les justes inégalités qui doivent être consenties afin d'opérer la redistribution visant à la maximisation des "biens sociaux premiers" et d'obtenir un taux d'accumulation satisfaisant. Bien entendu, répartition ou redistribution des revenus et accumulation sont interdépendantes [Ottavj, 1991]. Cependant, il n'est pas question de maximiser le taux d'accumulation, mais de définir selon Rawls un "juste taux d'épargne" intertemporel qui, au regard de la coexistence des générations présentes et de l'occurrence de générations futures, ne sacrifie ni le présent ni l'avenir.

La transposition du "principe de différence" du plan normatif au plan positif, autrement dit la mise en oeuvre d'une application, s'avère toutefois délicate. L'instrumentalisation de l'éthique de Rawls soulève deux interrogations: tout d'abord, est-elle pertinente? Par ailleurs, quels critères économiques positifs faut-il retenir?

La pertinence d'une application ne fait guère de doute. Rawls récuse toute comparaison interpersonnelle et toute mesure cardinale en termes utilitaristes³ comme toute définition d'une fonction de bien-être social. Cependant le "principe de différence" appelle évidemment la construction d'un indicateur (éventuellement pondéré) des "biens sociaux premiers" qu'il s'agit de maximiser ainsi qu'une mesure des justes inégalités qu'il s'agit sinon d'optimiser du moins de déterminer. La maximisation des "biens sociaux premiers" doit respecter l'ordre lexicographique qui établit la priorité du juste à l'égard du bien: l'équité, définie comme égales libertés et non discrimination, doit primer sur l'efficacité.

Il faut reconnaître que Rawls, lequel estime à ce propos que cela n'est d'ailleurs pas son rôle, ne suggère aucun critère positif de redistribution optimale. En particulier, il refuse de se prononcer sur la valeur vers laquelle devrait tendre un indice de concentration des revenus ou de la richesse, tel le coefficient de Gini ou l'indicateur de Theil.

Selon Rawls, un tel critère ne pourrait être rigoureusement fixé dans la mesure où la variation de la population et/ou de l'accumulation appelleront nécessairement de perpétuels réajustements. A défaut, la détermination du degré tolérable d'inégalités relève d'un intervalle circonscrit par deux bornes. D'une part, il s'agit de l'égalisation stricte des revenus ou de la richesse, récusée par Rawls dès lors que celle-ci pourrait conduire à nier la légitime rétribution de la diversité des talents des agents; d'autre part, il s'agit de la limite que Rawls estime nécessaire de fixer à l'accumulation du patrimoine privé, notamment productif.

Il n'est pas question d'aborder ici le paupérisme sous l'angle de la mesure de la juste redistribution fiscale notamment. Tout dépend en effet du critère d'équité qui est jugé pertinent: faut-il retenir le principe d'équité horizontale qui se traduit par un impôt proportionnel sur le revenu (le contributeur peut être le ménage ou l'individu, ce qui bien entendu n'a pas les mêmes

³ Rawls rejette notamment la condition de Pigou-Dalton selon laquelle le transfert d'une fraction d'un revenu d'un riche à l'avantage d'un pauvre réduit l'inégalité de l'état social. Cette condition postule que l'utilité marginale, nécessairement décroissante, d'une unité monétaire dont se dispense le riche soit inférieure à celle de cette même unité monétaire dont dispose le pauvre à l'issue du transfert.

incidences Cf. *infra*); ou bien le principe d'équité verticale qui se traduit par un impôt progressif? L'équité horizontale associe une même contribution à une même capacité contributive. L'équité verticale vise à égaliser les revenus disponibles grâce à la redistribution des revenus primaires.

Il convient de relever deux autres difficultés, à propos desquelles Rawls n'est d'ailleurs pas plus disert: l'identification des plus défavorisés et la définition d'un seuil de pauvreté.

L'identification des plus défavorisés soulève trois problèmes délicats: la pertinence des sources d'information, le choix du mode d'évaluation des ressources qui renvoie à la détermination de l'individu représentatif.

Les sources d'information ne sont pas exhaustives ni sans biais. Les données administratives ne concernent que certaines catégories de population; ainsi, les fichiers de la protection sociale n'enregistrent que les bénéficiaires. Les sources fiscales sont virtuellement exhaustives dans la mesure où tout citoyen est par définition assujéti à l'impôt sur le revenu: cependant, seuls les salariés sont correctement identifiés car leur impôt est prélevé à la source. Ceci n'implique pas que les autres contribuables doivent être considérés comme pauvres.

En matière de ressources, le choix de l'individu représentatif relève de l'alternative suivante: faut-il privilégier la personne, unité autonome, ou le ménage, dans le cas où celui-ci comprend plusieurs personnes dont les ressources sont présumées mises en commun? Il est indispensable d'adopter un critère d'évaluation, mais il faut reconnaître que les critères de mesure sont équivoques ou discutables.

La pondération peut être modifiée afin de tenir compte du rang et de l'âge des enfants, selon que l'on retienne l'hypothèse d'économies ou de déséconomies d'échelle.

La définition d'un seuil de pauvreté est également très délicate au regard du type de revenu qu'il convient de considérer et du choix du seuil.

Il semble pertinent de considérer le revenu brut, avant impôts directs et cotisation sociales et avant transferts, afin d'appréhender les effets redistributifs qu'induiront les prélèvements obligatoires. En pratique, les sources statistiques ne permettent pas d'appréhender le revenu brut qui doit être reconstitué au terme d'un calcul complexe. Rien n'interdit de retenir le revenu primaire net de cotisations sociales ou le revenu disponible, mais l'un et l'autre comportent évidemment nombre de biais.

La référence du seuil de pauvreté peut être constituée par le revenu moyen ou médian.

Sont alors considérés comme pauvres les ménages dont le revenu disponible par UC ne représente qu'une fraction très limitée - 40% par exemple - de ce revenu moyen ou médian [Atkinson, 1976]. Cette définition relève cependant plus d'une mesure des inégalités, c'est à dire de la "pauvreté relative" que de la pauvreté absolue. S'agissant de la pauvreté absolue, il convient de définir un seuil qui correspond le plus souvent - au moins implicitement - à la notion de couverture des besoins essentiels. Il reste toutefois à déterminer en quoi consiste ces besoins ou à se référer à une mesure conventionnelle qui en fournit une approximation, telle que le SMIC: sont alors considérés comme pauvres les ménages dont le revenu disponible par UC est inférieur à une fraction du SMIC, 50% par exemple. Toutefois, le SMIC ne constitue par un étalon très pertinent du coût de la vie.

Ces problèmes d'identification et de mesure de la pauvreté, apparemment seconds quoique non secondaires au regard des biais de l'estimation statistique, recouvrent largement les enjeux éthiques et économiques d'un revenu minimum.

Le principe de l'attribution d'un montant égal à tous correspond-il à un critère éthique ou à un critère *ad hoc*? S'il s'agit d'un critère éthique, il semble éclairant d'examiner les principes de justice sur lesquels repose un revenu minimum. S'agit-il d'un droit procédant d'une forme d'égalitarisme? Selon Rawls [1993], la justice procède du contrat social et à ce titre chaque individu s'engage à respecter le principe kantien de réciprocité, c'est-à-dire à fournir une contrepartie à l'ensemble de la collectivité au regard des avantages qu'il retire de la coopération qu'engendre celle-ci. Rawls estime donc qu'il ne s'agit pas de fournir un avantage (un revenu minimum) à ceux qui s'inscrivent délibérément en marge de la société : "les surfeurs de la plage de Malibu", selon son expression. A l'inverse, Van Parijs [1991] considère que le revenu minimum doit être fourni sans exiger de contrepartie, y compris aux "surfeurs de Malibu" qui dès lors s'apparente à une sorte d'assurance.

En reformulant la démarche de Rawls [1971], l'aversion pour le risque devrait à lors conduire à adopter un "principe de différence" tel que, à défaut de maximiser l'avantage au plus défavorisé dont l'identification est malaisée, il s'agirait simplement d'assurer un revenu minimum à tous. Cependant, l'égalitarisme n'est pas nécessairement équitable et procède manifestement d'un critère *ad hoc* et non pas d'un critère éthique. Il est certainement plus facile de redistribuer le même montant à tous les individus que de pondérer ce montant selon l'évaluation - toujours délicate - de la situation de chacun, mais il s'agit là d'une démarche pragmatique qui peut d'ailleurs recouvrir d'autres incitations qui n'ont rien à voir avec les principes de justice.

2-3/ Équité, pauvreté et développement humain : l'éthique de Sen

Sen [1993] récuse tant l'utilitarisme de la règle prôné par Harsanyi⁴ et la morale instrumentaliste de l'économie du bien-être parétienne que la déontologie prônée par la théorie contractualiste⁵. Il s'efforce de concilier l'exigence de liberté, propre à la théorie de Rawls, et une logique conséquentialiste plus étendue que celle de l'économie du bien-être.

Sen interprète la règle du maximin comme une décision relevant d'une mesure non pas cardinale mais ordinale qu'il baptise "leximin". Il considère que la démarche de Rawls repose sur une acception trop restrictive des "biens premiers" considérés comme des ressources (ou moyens) qui néglige ainsi leur caractère de "capabilités" (potentialités).

Sen [1973] propose une approche en termes d'équité faible⁶. Si, pour deux individus i et j disposant d'un même niveau de revenu dans l'état social x , le bien-être de j est supérieur à celui de i , la redistribution optimale d'un montant donné de revenu correspondant à un état social y doit aboutir à fournir un revenu plus élevé à i qu'à j .

⁴ Sen rejette en particulier les postulats de l'utilité espérée: l'hypothèse de continuité qui suppose que les loteries sont totalement ordonnées. Il fait valoir que le bien-être social n'est pas une combinaison linéaire des bien-être individuels, que les préférences éthiques des individus ne sont pas identiques à leurs préférences réelles et que l'utilité espérée est une mesure non pertinente en matière d'éthique.

⁵ La doctrine de l'habilitation (entitlement theory) proposée par Nozick [1974] relève de l'approche déontologique. Elle prolonge la théorie des droits de propriété de Locke et constitue une forme de justice procédurale pure. Elle ne concerne que la seule justice commutative : la reconnaissance des droits de propriété et la liberté de contrat (et de transfert) définissent le principe premier sinon exclusif qui doit prévaloir. En ce sens, les droits sont de simples marchandises. De même, "l'égalité des ressources" prônée par Dworkin [1977] conduit à prohiber le don et l'héritage voire le talent individuel : l'interaction sociale est réduite à l'échange marchand.

⁶ Selon Hammond [1975, in Phelps, 1977], l'axiome d'équité forte correspond à la configuration suivante : si le bien-être d'un individu j est supérieur à celui d'un individu i , aussi bien dans l'état social x que dans l'état social y , et si j préfère l'état social y tandis que i préfère l'état social x , pour autant que tous les autres individus soient indifférents entre ces deux états sociaux, l'état social x est au moins aussi bon que l'état social y .

Sen définit quatre axiomes :

L'axiome E d'équité relative énonce que pour tout couple de personnes (i, j) : si $W_i(y) < W_j(y)$, alors $V_i(z, y) > V_j(z, y)$. V_i représentant le poids de la pondération de la personne i , W_i , son niveau de bien-être, z , le seuil de pauvreté et y , son revenu.

L'axiome R de rang ordinal lié au poids signifie que le coefficient $V_i(z, y)$ appliqué au *Poverty Gap* de la personne G_i correspond au rang que la personne i occupe dans le classement du bien-être interpersonnel des pauvres.

L'axiome M du bien-être monotone énonce que pour tout couple de personnes (i, j) si le revenu y de i (y_i) est supérieur au revenu de j (y_j), alors le niveau de bien-être de i ($W_i(y)$) est supérieur à celui de j ($W_j(y)$) : si $y_i > y_j$ alors $W_i(y) > W_j(y)$

L'axiome N de la valeur normalisée de la pauvreté implique que si tous les pauvres ont le même revenu, alors : $P = H \times I$

Selon Sen [1976], un indice de pauvreté doit permettre à la fois l'identification des pauvres au sein de la population totale et l'utilisation des informations disponibles sur les pauvres. Il critique à cet égard les indicateurs usuels. Le *Head count ratio* ne considère pas la réduction de revenu du pauvre et ne traduit pas l'appauvrissement d'un pauvre (axiome de monotonie); d'autre part, les transferts de revenus d'un individu pauvre vers un individu plus riche laissent inchangés la mesure de pauvreté (axiome de transfert).

Le *Poverty gap* respecte l'"axiome de monotonie" mais non l'"axiome de transfert".

Sen élabore ensuite un théorème selon lequel pour une importante population pauvre, le seul indice de pauvreté satisfaisant les trois axiomes R, M et N est $P = H [I - (I - I) G]$, G représentant le coefficient de distribution des revenus de Gini.

La thèse des "potentialités" de Sen inspire la doctrine du développement humain que le PNUD s'efforce de promouvoir. Le développement humain recouvre deux dimensions : la création des capacités personnelles et les progrès obtenus en matière de santé, de savoir et d'aptitudes ; l'usage que les individus ont de ces capacités dans leurs loisirs, à des fins productives ou culturelles, sociales et politiques. Centré sur les personnes, par delà l'accumulation de richesses, il vise à satisfaire les besoins essentiels et à instaurer un processus dynamique de participation dont l'Indicateur de Développement Humain (IDH) s'efforce de fournir une mesure.

Conclusion

Il est paradoxal d'observer, en dépit d'une situation de chômage persistant, que le principe de laïcité demeure ce qui confère avant tout son identité à l'individu. Ce principe, qui gouverne la propriété et constitue le fondement du lien social selon Locke [1690], est à la racine de la discipline économique : explicite dans la théorie de la valeur-travail des classiques, il demeure implicite dans l'économie néoclassique. Par delà la discipline économique, il y a un consensus assez marqué pour faire valoir que l'activité doit être reconnue comme socialement utile, c'est-à-dire rémunérée, et individuellement gratifiante.

Sur le plan de l'équité, le revenu minimum est sujet à controverse. Faut-il donner, sans contrepartie, un maigre revenu minimum identique à chacun? Ou bien s'agit-il de fournir, sur le mode contractuel, un revenu minimum différencié selon les capacités et les besoins de chacun? L'efficacité d'un revenu minimum reste à établir : l'existence d'un seuil ne risquerait-il pas

d'aboutir à renouveler l'expérience de Speenhamland en induisant l'apparition de "trappes à pauvreté"? Enfin, l'institution d'un revenu minimum doit être examinée au regard de son coût et de ses avantages étant donné les contraintes de financement.

Annexe / Les indicateurs

La construction d'indicateurs présuppose que les données statistiques soient disponibles et valides. Ceci n'est pas nécessairement le cas, en particulier dans les pays en développement, et obère la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la pauvreté. L'analyse de la répartition des revenus peut être biaisée par l'importance du secteur informel et la méfiance des populations à l'égard des questionnaires qui leurs sont administrés. Les comptes satellites (santé, alimentation, éducation, ...) sont incomplets⁷.

1/ Les indicateurs d'inégalités

1-1/ Le coefficient de Gini (G)

Il s'agit d'un indice de concentration du revenu (y) qui mesure l'aire comprise entre la stricte égalité de la répartition des revenus (équi-répartition linéaire) et la courbe de Lorenz. Il correspond à la moyenne arithmétique des différences de revenus rapportées au revenu moyen de la population totale (μ).

$$G = \frac{\int_0^{\bar{y}} [yF(y) - \mu\phi(y)] f(y) dy}{2\mu}$$

1-2/ La courbe de Lorenz (L)

Elle correspond à la proportion du revenu perçu par un $x\%$ de la population en fonction du revenu moyen de la population totale (μ).

$$L = \Phi(F) = 1/\mu \int_0^{y^1} y f(y) dy, F = \int_0^{y^1} f(y) dy$$

1-3/ L'indicateur de Theil (T)

Il fournit une mesure de la concentration de la richesse d'un ensemble n de ménages, qui rapporte le patrimoine w d'un ménage i (w_i) au patrimoine moyen (w_n).

$$T = \frac{1}{n} \sum w_i / \sum w_i \log w_i / \sum w_i / n$$

⁷ Cette annexe s'est notamment inspirée de la thèse de N'Diaye [1999].

2/ Les indicateurs de pauvreté

2-1/ Le *Head count ratio* (H)

Indice le plus souvent utilisé à des fins de comparaison et le plus simple à élaborer, il représente le pourcentage de la population (Q) dont le revenu (y_i) est inférieur au seuil de pauvreté (Z) au sein de la population totale (N): $H = \frac{Q}{N}$

Cependant, cet indicateur n'appréhende pas l'intensité de la pauvreté qui se manifeste lorsqu'un ménage pauvre se dégrade ou s'améliore sans atteindre le seuil de pauvreté. Car il n'appréhende pas les transferts d'un ménage non pauvre à un autre ménage pauvre

2-2/ Le *Poverty Gap* (PG)

Il mesure l'écart (g_i) séparant le revenu (y_i) d'un ménage pauvre (i) de la ligne de pauvreté (Z); soit $g_i = Z - y_i$ (avec $g_i > 0$ et $y_i < Z$). Il exprime ainsi l'intensité de la pauvreté (ou le manque) des ménages (G) et de sa distribution ($g_i > 0$ si $y_i < Z$, $g_i = 0$ si $y_i = Z$):

$$G = \sum_{i=1}^n g_i = \sum_{i=1}^q (1 - y_i/Z) / n$$

(n représente la population totale, $q = S(Z)$ représente la population dont le revenu est inférieur à Z).

Le "coefficient de déficit de revenu" (I), défini par $I = \mu \cdot z$ où μ représente la consommation moyenne des pauvres, peut également s'écrire: $I = \sum_{i \in S(Z)} \frac{g_i}{q}$

I comporte un effet de seuil qui peut conduire à surestimer la pauvreté. Lorsqu'un ménage qui se situe en deçà mais proche du seuil de pauvreté améliore sa situation de telle sorte qu'il s'élève au dessus du seuil, sans que celle des ménages situés en deçà du seuil ne se dégrade, la moyenne de la consommation de ces ménages diminue et le coefficient de déficit de revenu augmente. Il convient donc de multiplier ce coefficient par H (*Head Count Ratio*).

Le *Poverty Gap* $PG = I \cdot H$ exprime les économies potentielles que le ciblage des programmes de lutte contre la pauvreté permet de réaliser sur le budget. Cependant, il ne prend pas en considération les différences d'intensité de la pauvreté entre les pauvres.

2-3/ Le salaire minimum

S'il est considéré comme garant des besoins essentiels (consommation, santé, éducation, logement) il peut tenir lieu d'indicateur de pauvreté [Courthéoux, 1978]. La privation étant définie par rapport au revenu minimum nécessaire pouvant assurer au ménage un niveau de vie décent, il est fixé par les pouvoirs publics au regard du coût de la vie et peut être indexé au PNB (ou à d'autres agrégats), afin de maintenir la position relative du seuil de pauvreté.

Cependant, le salaire minimum ne suit pas l'évolution des prix à la consommation, ce qui implique que la population pauvre peut s'accroître. Il exclut les transferts sociaux organisés hors de la production. Il résume la mesure de pauvreté à un panier de biens de consommation dont la composition est discutable. Il ignore une part significative de la population urbaine qui vit du secteur informel et la population rurale dont les revenus (non salariaux) sont peu connus.

2-4/ Le budget alimentaire

Introduit par Rowntree (1922) puis par Townsend (1954), il évalue la part de l'alimentation (le panier de biens de consommation réels converti en termes monétaires) dans les dépenses totales des ménages. Les dépenses alimentaires correspondant à un régime nutritionnel type (teneur en calories indispensables au maintien de l'organisme) sont tout d'abord calculées selon le coût le plus bas. Ce coût est ensuite multiplié par la fraction du revenu que les ménages consacrent en moyenne aux dépenses non alimentaires ; ce coefficient, selon la loi d'Engel, est d'autant plus faible que la part consacrée par les pauvres à l'alimentation est élevée et d'autant plus élevé que la part consacrée par les riches à l'alimentation est faible. L'addition de ces deux coûts détermine le revenu minimum qui permet d'identifier la population pauvre.

La méthode est discutable car elle déduit le revenu en fonction des dépenses alimentaires et non l'inverse, ce qui conduit à négliger la propension à épargner des ménages. Le régime nutritionnel ne prend pas en considération les habitudes sociales de consommation ni la subjectivité des goûts. Enfin, la répartition des dépenses de consommation alimentaire entre les membres du ménage est occultée et peut masquer des disparités de bien-être. Cette dimension est abordée selon la consommation réelle par équivalent adulte.

La consommation réelle par équivalent adulte traite de l'inégalité des niveaux de vie plus que de la pauvreté. Elle correspond à l'ensemble des dépenses nominales (autoconsommation comprise) déflaté par l'indice du coût de la vie et pondérée par une échelle d'équivalence fondée sur les différences de taille et de composition des ménages. Une échelle d'équivalence indique le nombre d'hommes adultes auquel le ménage est censé équivaloir. L'hypothèse généralement retenue est qu'une femme adulte et un enfant représentent un équivalent inférieur à celui de l'homme adulte qui constitue la référence. C'est le cas des échelles d'Oxford, d'équivalence moyenne et d'unités de consommation modifiée qui retiennent par ailleurs des pondérations différentes [Adair, 1996].

Les échelles d'équivalence sont généralement élaborées à partir d'un modèle de la demande théorique du type AIDS (Almost Ideal Demand System) qui permet d'effectuer une régression de la part du budget consacrée à la consommation alimentaire de chaque ménage par rapport au logarithme de la consommation totale par personne et au nombre de personnes des différentes catégories démographiques qui vivent dans le ménage. Ces échelles sont très sensibles à l'élasticité du bien-être par rapport à la taille/composition du ménage qui dépend de l'hypothèse retenue (économies ou déséconomies d'échelle). Il en résulte que la relation existant entre la pauvreté et taille du ménage n'est pas univoque.

3/ Les indicateurs pondérés

3-1/ L'indice de Sen

Sen [1976] propose un indicateur de pauvreté P fondé sur la combinaison du *Head count ratio* et du *Poverty Gap* avec le coefficient de distribution des revenus de Gini qui vise à la fois à évaluer le nombre de pauvres et leur état d'indigence ou de privation.

Sen fait reposer l'indicateur sur quatre axiomes (équité relative, rang ordinal selon la pondération, monotonie, valeur normalisée).

Il introduit une pondération de la personne telle que pour tout individu dont $i < q$, il y a $(q + 1 - i)$ personnes parmi les pauvres dont les revenus sont au moins aussi importants que ceux de la personne i . Le classement impose un coefficient $V_i(Z, y)$ d'une valeur égale à $(q + 1 - i)$.

I est le manque de revenu qui affecte chaque personne pauvre, exprimé en pourcentage du seuil de pauvreté Z , avec : $I = \frac{Z - m}{Z}$.

Si tous les pauvres ont le même revenu y^* et la même privation g^* avec $g^* = Z - y^*$, et si m est le revenu moyen des pauvres, avec $m = \frac{1}{q} \sum_{i=1}^q y_i$, alors :

$$P = H \times I \Leftrightarrow P = \left(\frac{q}{n} \right) \left(\frac{g^*}{Z} \right) = \left(\frac{q}{n} \right) \left(\frac{Z - m}{Z} \right)$$

Soit G le coefficient de Gini de distribution des revenus au sein de la population.

$$G = 1 + \frac{1}{q} - \frac{2}{q \cdot m} \sum_{i=1}^q y_i (q + 1 - i)$$

$$P = \frac{1}{(q + 1) n z} \left[z q (q + 1) + q \cdot m \left(G - \frac{q + 1}{q} \right) \right]$$

$$P = H \left[1 - (1 - i) \left(1 - G \left(\frac{q}{q + 1} \right) \right) \right]$$

Etant donné H et I , G représentant le coefficient de Gini : $P = H [I + (1 - i) G]$.

$P \in [0; 1]$

$P = 0$ implique que la population pauvre est nulle ($q = 0$) : chaque individu i disposant d'un revenu plus élevé que z ($\forall y_i > z$), le revenu moyen est supérieur au seuil de pauvreté.

$P = 1$ implique que toute la population est pauvre et le revenu est nul.

$G = 0$ implique que tous les pauvres ont le même revenu alors ; dans ce cas $P = H \times I$.

Pour les plus démunis d'entre les pauvres, P a tendance à se rapprocher de H . Pour la majorité des pauvres, P tend à s'identifier à I .

La mesure de pauvreté obtenue en dérivant l'indice de pauvreté correspond au coefficient de Gini de mesure des inégalités. Dans la mesure où elle remplace le seuil de pauvreté (revenu moyen) et la population pauvre au sein de la population totale, elle transforme P en G . Sen en tire la conclusion que sa mesure de pauvreté et celle des inégalités sont considérées comme deux exercices corollaires.

$$P = H [I + (1 - I) G] = \frac{n}{n + 1} G$$

Contrairement à H et à I , P est sensible à l'ampleur de la privation des revenus des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté et au nombre de pauvres.

Cependant, l'indice de Sen ne prend pas en considération la population dont les revenus sont supérieurs au seuil de pauvreté et sa portée a été généralisée. Par ailleurs, il ne pondère les niveaux de pauvreté des différents sous-groupes de la société par les effectifs de population (propriété de l'additivité).

4/ Les indicateurs composites : l'IDH

La stratégie des besoins fondamentaux, d'abord énoncée à la fin du XIX^{ème} siècle par Rowntree dans son étude de la pauvreté à York (Angleterre), s'est traduite par l'élaboration d'un indicateur composite visant à évaluer tous les aspects du bien-être ou de la pauvreté. C'est ainsi que le PNUD a élaboré en 1990 l'Indicateur de Développement Humain (IDH) dont le fondement s'inspire de la thèse des potentialités de Sen [1993].

Le développement humain est multidimensionnel et devrait inclure de nombreuses variables qui s'avèrent indisponibles en raison de l'absence de statistiques pertinentes et complètes.

La confection de l'IDH repose sur trois étapes : le choix des variables, l'agrégation des variables choisies à l'indicateur moyen de manque, la définition de l'indicateur du développement humain.

La première étape consiste à définir une mesure du manque dont un pays souffre pour trois variables : la longévité (l'espérance de vie à la naissance), le niveau de connaissance, les ressources.

La longévité est une variable d'autant plus pertinente qu'elle est corrélée à l'alimentation et l'état de santé des individus sur lesquels les données font défaut.

Le niveau de connaissance E regroupe le taux d'alphabétisation (a_1 avec un coefficient de pondération de $2/3$) et la durée moyenne de la scolarité (a_2 avec un coefficient de pondération de $2/3$) : $E = a_1 + a_2$.

L'accès aux ressources nécessaires (à la terre, à la justice, au crédit, au revenu ...) pour jouir d'un niveau de vie convenable est difficile à mesurer en l'absence d'informations sur nombre de ces variables et compte tenu à la fois de l'existence d'un secteur informel et de transferts entre individus. Le revenu (PIB) par habitant ajusté selon la parité du pouvoir d'achat, fournit une approximation qui incorpore l'existence de biens et services non marchands et des distorsions dues aux taux de change, aux tarifs douaniers ou aux charges fiscales.

Le coefficient de Gini est utilisé pour mesurer les inégalités de revenus d'un pays. Le bien-être W est analysé comme une fonction progressivement décroissante du revenu y , ce qui justifie l'utilisation du logarithme du revenu ($\log y$) le coefficient de pondération est nul pour les revenus inférieurs au seuil de pauvreté y^* . L'utilité du revenu peut être calculée selon la

formule d'Atkinson [1987] : $W(y) = \frac{1}{1-\epsilon} \times y^{1-\epsilon}$

Le paramètre ϵ représente l'élasticité de l'utilité marginale du revenu tel que si $\epsilon = 0$, il n'y a pas de rendement décroissant et si $\epsilon \rightarrow 1$ alors $W(y) = \log y$.

L'IDH retient l'augmentation progressive de la valeur de ϵ à mesure que le revenu augmente, la gamme des revenus étant divisée en multiples du seuil de pauvreté y^* .

Pour les pays (pauvres) $0 < y < y^*$, $\varepsilon = 0$ et $W(y_0) = y^*$;

lorsque $y^* < y < 2y^* \Rightarrow \varepsilon = \frac{1}{2}$ et $W\left(\frac{y}{y^*}\right) = y^* + 2(y - y^*)^2$

lorsque $2y^* < y < 3y^* \Rightarrow \varepsilon = \frac{2}{3}$ et $W\left(\frac{y}{y^*}\right) = y^* + 2(y^*)^2 + 3(y - y^*)^3$

de manière générale, pour $y \in]ay^*, (a+1)y^*] \Rightarrow \varepsilon = \frac{a+1}{a} \Rightarrow W(y) = W_{a+1}(y^*) + W(y - ay^*)$

Le PNUD classe les pays dans différents groupes correspondant aux coefficients 0, $\frac{1}{2}$, $\frac{2}{3}$, ...
Chaque coefficient représente un groupe de pays dont les revenus par habitant sont comparables [PNUD, 1990, p 103]

La mesure du manque observé par rapport au maximum fourni par la position du pays sur cette échelle est représentée par I_{ij} et se définit selon la formule :
$$I_{ij} = \frac{(\max_j X_{ij} - X_{ij})}{\max_j X_{ij} - \min_j X_{ij}}$$

(avec X_{ij} la variable effective, $\max X_{ij}$ le maximum atteint et $\min X_{ij}$ le minimum).

Les modes de calcul des minima et des maxima doivent être définis sur une période donnée afin de permettre la comparabilité intertemporelle de l'indicateur : les minima sont observées depuis les 30 dernières années, les maxima relèvent d'hypothèses prospectives sur les 30 années à venir [PNUD, 1994].

La seconde étape de l'IDH consiste à dégager un indicateur moyen de manque I_j pour chacune des trois variables retenues.
$$I_j = \frac{1}{3} \sum_{i=1}^3 I_y$$

La troisième étape conduit à la définition de l'IDH. $(IDH)_j = (1 - I_j)$

L'absence de pondération de l'indicateur qui confère une égale importance au trois variables est discutable ; cependant, les résultats semblent robustes. Par ailleurs, l'IDH est une moyenne pour chaque pays qui occulte les disparités régionales et sociales.

Bibliographie

- Adair P., 1991, Malthus et le SIDA – démographie et pulsion sexuelle, Actions et Recherches Sociales, 3, vol. 44, septembre, pp 75-86
- Adair P., 1991, La théorie de la justice de John Rawls - contrat social versus utilitarisme, Revue Française de Science Politique, 1, vol. 41, février, pp 81-96
- Adair P., 1994, avant-propos, "L'évaluation des politiques sociales", Cahiers du GRATICE, 7, Université Paris XII, juin, pp 3-16
- Adair P., 1994, paupérisme et revenu minimum : assistance ou citoyenneté ?, Cahiers du GRATICE, 7, Université Paris XII, juin, pp 139-158
- Adair P., 1996, Consommation, ressources et niveau de vie des familles, Cahiers du GRATICE, 10, Université Paris XII, janvier, pp 33-63
- Ashley W. J., 1888, Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre, Giard & Brière, 1900, trad. française
- Atkinson A. B. (ed) 1976, The Economics of Inequality, Oxford Clarendon Press
- Atkinson A.B., 1987, On the measurement of poverty, Econometrica, 55, 4, pp 749-763.
- Audard C. et alii, 1988, Individu et justice sociale - Autour de John Rawls, Le Seuil
- Chassagne P., 2000, Pauvreté et inégalités en Grande Bretagne de 1942 à 1990, Messène
- Courthéoux J. P., 1978, Le salaire minimum, PUF
- Dalton H., 1920, The measurement of the inequality of incomes, Economic Journal, XXX, 119, pp 348-361
- Ekelund R. B. & Hebert R. F., 1983, A History of Economic Theory and Method, Mac Graw Hill
- Fauve-Charnoux A. (éd), 1984, Malthus - hier et aujourd'hui, CNRS
- Godwin W., 1793, Enquiry Concerning Political Justice, Penguin, 2ⁿ ed., 1985
- Godwin W., 1820, Of Population - An Enquiry Concerning the Power of Increase in the Numbers of Mankind Being an Answer to Mr Malthus' Essay on that Subject, A.M. Kelley, 1964
- Inglis B., 1971, Poverty and the Industrial Revolution, Fontana, 1972
- Le Bras H., 1984, Malthus et les deux mortalités, in Fauve-Camoux A. (éd), pp 39-48
- Locke J., 1690, Traité du gouvernement civil, Flammarion, 1988
- Lux A., 1984, Le Malthus des Principes, arbitre des deux Malthus de l'Essai, in Fauve-Camoux A. (ed.), pp.63-74
- Mahieu F. R. & Rappoport H. (eds), 1998, Altruisme - Analyses économiques, Economica
- Malthus T. R., 1798, On Population, Random House, 1960; Essai sur le principe de population, INED, trad. franç., 1980
- Malthus T. R., 1803, Essay on the Principle of Population, Penguin, 1970; Essai sur le principe de population, Gonthier, trad. franç., 1963
- Malthus T. R., 1821, Godwin on Malthus, in Semmel B. (ed.), pp.127-142
- Mokyr J. (ed.), 1985, The Economics of Industrial Revolution, Rowman & Allanheld
- N'Diaye A., 1999, Essai de quantification et d'identification des déterminants de la pauvreté à Dakar, Thèse de doctorat en Sciences Économiques, Université Paris II
- Ottavj C., 1991, La répartition des revenus - Pratiques et théories, Litec
- Pigou A. C., 1920, The Economics of Welfare, Mac Millan
- Polanyi K., 1944, La Grande Transformation, Gallimard, 1983, trad. française
- PNUD, 1990, Rapport sur le développement dans le monde, Economica
- PNUD, 1994, Rapport sur le développement dans le monde, Economica

- Rawls J., 1971, Théorie de la justice, Le Seuil, 1987
- Rawls J., 1993, Justice et démocratie, Le Seuil
- Samuelson P.A., 1947, Les fondements de l'analyse économique, Gautier-Villars, trad. franç., 1971
- Schumpeter J.A., 1954, Histoire de l'analyse économique, Gallimard, trad. franç., 1983
- Semmel B. (éd), 1963, Occasional Papers of T.R. Malthus, Burt Franklin
- Sen A., 1973, On Economic Inequality, Oxford University Press
- Sen A. K., 1976, Poverty. An ordinal approach to measurement, Econometrica, 44, pp 219-231
- Sen A.K., 1993, Ethique et économie et autres essais, PUF, Paris.
- Van Parijs P., 1991, Qu'est ce qu'une société juste? Introduction à la pratique de la philosophie politique, Le Seuil